

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR LE FOOTBALL CANADIEN

MESURE ASSURANT LA PROTECTION CONTRE
L'INTERVENTION D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le jeudi 18 avril, de la motion de M. Lalonde: Que le bill C-22, concernant le football canadien, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Jim Fleming (York-Ouest): Monsieur l'Orateur, l'agitation qu'a suscitée depuis sept ou huit semaines le bill C-22 sur le football, a été à la fois positive et négative. Certes, les membres des media sportifs à Toronto voudraient faire croire aux gens qu'une chose terrible se produit et que le gouvernement du Canada la tolère. Les oppositionnels voudraient également nous le faire croire et en convaincre les Canadiens. J'ai remarqué lorsque le député de Hillsborough (M. Macquarrie) a lancé la réplique pour le compte de l'opposition officielle hier soir, que dans ses commentaires amusants et parfois intéressants, il s'est bien gardé de se compromettre. Le député de Hillsborough a souligné qu'il parlait au nom de l'opposition et que des questions importantes et critiques attendaient d'être réglées par le gouvernement et la Chambre. C'est juste. Le parti libéral le reconnaît, comme le gouvernement, et je serai le dernier orateur du côté des ministériels. Et pourtant, le bill doit avancer, non seulement en toute justice envers la Ligue canadienne de football mais aussi en toute justice pour les Northmen et John Bassett. Il faut assurément trancher cette question avant la saison du football, sinon les fervents du sport à Toronto et la Ligue canadienne du football en souffriront beaucoup.

Je rappelle à mes honorables amis d'en face que le gouvernement était forcé de légiférer ayant déjà fait connaître sa politique de façon claire et nette, il y a environ 17 mois, par l'intermédiaire de l'ancien ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, politique qu'a réaffirmée le ministre actuel (M. Lalonde) lorsqu'il a accepté ce portefeuille. Le gouvernement a été forcé de légiférer; c'est pourquoi nous sommes maintenant saisis du présent bill.

L'obstruction systématique peut être une technique très efficace pour l'opposition lorsque le gouvernement est majoritaire. Elle peut être utilisée pour empêcher la majorité de légiférer sur des sujets que l'opposition estime ne pas être dans l'intérêt du public. Cependant, cette fois-ci ce sont les partis de l'opposition qui forment la majorité. Il est inutile de prolonger le débat. Si les députés veulent se montrer raisonnables, ils vont certainement étudier ce bill en toute justice pour la LCF et les Northmen avant le début de la saison de football. J'espère que tous les partis collaboreront pour que nous puissions régler cette question. Un bon nombre de députés de Sarnia-Lambton (M. Cullen), Vaudreuil (M. Herbert), Spadina (M. Stollery), Labelle (M. Dupras) et d'autres veulent y participer. Ils se feront toutefois un plaisir, je crois, de travailler en comité et de nous permettre d'en finir avec la deuxième lecture.

Le député de Hillsborough a dit que le gouvernement et la Chambre ont des travaux plus importants à accomplir.

Des voix: Bravo!

M. Fleming: Il a déclaré que nous perdions un temps précieux. Eh bien, je me réjouis d'avoir l'attention reli-

Football canadien—Loi

gieuse des députés d'en face, car jusqu'ici, nous avons consacré moins de deux heures à ce débat. Le bill pourrait être adopté en cinq ou six heures, si l'opposition veut bien collaborer. Nous voulons que le débat soit court. Je répète que je serai le dernier à prendre la parole.

Une voix: Vous l'espérez.

M. Fleming: Bien, jusqu'ici, nous n'avons pas encore consacré deux heures à l'examen de ce bill. Tous les députés, surtout ceux qui représentent des circonscriptions du grand Toronto, ont reçu un courrier volumineux. Y répondre exigera beaucoup de temps. Dans nombre de ces lettres, on demande pourquoi le gouvernement consacre tout ce temps à cette question. Je réponds que le gouvernement n'est pas à blâmer. Nous avons précisé notre objectif et nous voulons régler cette question. Mes collègues et moi-même passons beaucoup de temps à répondre à ces lettres. Je note, après vérification de mes dossiers, que ces gens ne m'ont pas écrit à propos d'autres questions comme le malaise ouvrier, l'inflation, la justice, les pensions et ainsi de suite, sujets dont l'opposition dit qu'il faut s'occuper. J'en conviens. Mais, le sport revêt une importance extrême aux yeux des Canadiens; il suffit, pour en convenir, de voir tout l'espace réservé aux actualités sportives dans nos journaux et tout le temps de radiodiffusion que les media y accordent. Les Canadiens s'y intéressent beaucoup et voilà pourquoi aujourd'hui nous sommes saisis de ce bill.

Le député de Hillsborough a formulé plusieurs autres observations auxquelles j'aimerais bien répondre. Il a mentionné notamment l'emprise des professeurs étrangers sur nos collègues. C'est bien là le genre d'échappatoires auxquelles ce parti a recours lorsque ses membres ne sont pas d'accord sur la politique à adopter. De toute évidence, la question relève de la compétence provinciale. J'aimerais bien que le député s'abouche avec le gouvernement de l'Ontario, province où se trouve la circonscription que je représente, et essaie de le convaincre d'appliquer les politiques que le parti libéral provincial préconise depuis plusieurs années pour améliorer cette situation. Premier orateur à prendre la parole au nom de son parti, le député de Hillsborough s'est dit incapable de comprendre comment le gouvernement pouvait bien traiter ce sujet en pareilles circonstances. Il a dit que nous avions des questions autrement plus importantes à débattre. Je lui répondrai qu'il vaut mieux en terminer d'abord avec celle-ci. La force de la majorité ne se situe pas du côté du gouvernement mais du côté des partis d'opposition. Les autres partis à la Chambre et la population canadienne vont sûrement se poser des questions si, après avoir déclaré ne pas pouvoir comprendre comment le gouvernement peut proposer de débattre ce bill, l'opposition officielle en retarde l'adoption.

Le discours que le député de Hillsborough a prononcé est sans doute le plus divertissant que j'aie entendu depuis que je suis député. Ce furent 40 minutes de mots d'esprit, d'effets oratoires et, à l'occasion, de pitreries. J'ai constaté néanmoins que toutes les fois que les députés conservateurs progressistes n'arrivent pas à réaliser l'unanimité dans leurs rangs à l'égard d'une question donnée, ils s'en tirent en jetant de la poudre aux yeux. Les Canadiens savent qu'ils sont particulièrement habiles à camoufler leurs dissensions et ils prennent avec un grain de sel tout ce qu'ils disent.

A peine la présidence m'avait-elle autorisé hier soir à prendre la parole que le député de York-Simcoe (M. Stevens) s'est écrié: «Laissez-le donc creuser sa propre tombe». Je suis sûr que si on leur explique la situation, la